

ABREVIATIONS ET ACRONYMES :

AML/CFT	Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism
BFM	Banque Française Mutualiste
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
CEM	Caisse d’Epargne de Madagascar
CSBF	Commission de Supervision Bancaire et Financière
DEMPA	Debt Management Performance Assessment
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FMI	Fonds Monétaire International
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
OCSIF	Organisation de Coordination et de Surveillance de l’Exécution
PESF	Programme d’Evaluation du Secteur Financier
PIB	Produit Intérieur Brut
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USA	United States of America

Table des matières

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION.....1

1. Contexte.....1
2. Objectif de l'étude.....3
3. Hypothèses de la recherche.....3

PREMIERE PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE ET CADRE THEORIQUE4

CHAPITRE 1 : CADRE METHODOLOGIQUE.....4

1. Méthodologie de la recherche.....4
2. Problèmes rencontrés.....4

CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE.....5

1. la différence entre les pays développés et les pays en développement.....5
2. La limite du soutien extérieur.....7
3. Interventionnisme.....8

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS ET ANALYSES DES DONNEES.....11

CHAPITRE 1 : RESULTATS.....11

1. Taux de décroissance économique de Madagascar11
2. Taux d'inflation.....12
3. Madagascar : Évolution du secteur financier, 2002-18.....13
4. Dépenses publiques sur les salaires et transferts.....14

CHAPITRE 2 : ANALYSES DES DONNEES

A. Impacts de la conditionnalité des bailleurs traditionnels aux pays en développement

1. Risques politiques d'un programme de stabilisation.....16
2. Effets des mesures préconisés par le FMI.....17
3. Les mesures déflationnistes ont des effets dépressifs.....18
4. Les effets pervers des changements de prix relatifs.....18
5. Les effets de la libéralisation des prix et du commerce vis-à-vis de la filière rizicole.....18

B.	<u>Stratégies pour renforcer les capacités de l'Etat:</u>	
1.	<i>Accroître les dépenses prioritaires à moyen terme.....</i>	20
2.	<i>Préserver la stabilité de l'inflation.....</i>	23
3.	<i>Mettre sur pied un secteur financier solide propice à la croissance.....</i>	24
4.	<i>Améliorer la gouvernance économique et lutter contre la corruption.....</i>	26
TROISIEME PARTIE : DISCUSSION.....		28
CONCLUSION.....		30
BIBLIOGRAPHIE.....		31

Remerciements

Le présent mémoire est le résultat d'une réunion d'acteurs qui m'ont permis de le réaliser. C'est pourquoi, je tiens à les remercier ici.

Avant toute chose, ce mémoire a été élaboré sous la direction de Monsieur RAZANAKOTO Thierry qui a toujours veillé à développer le recul critique et la rigueur. Et il a accepté de diriger ce travail malgré ses lourdes responsabilités. Je lui exprime ma profonde gratitude.

Je remercie également les personnes suivantes au sein de l'Université d'Antananarivo :

- Monsieur Armand René Panja RAMANOELINA, Président de l'Université d'Antananarivo.

- Monsieur OLIVANIAINA RAKOTO David, Doyen du domaine des sciences de la société

- Monsieur RAMANOMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, Responsable de la Mention Economie

- Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, Responsable de la licence 3 en Economie.

Mes remerciements vont également à tous ceux qui ont contribué de loin ou de près, à la réalisation de ce travail. Et plus particulièrement à :

- Tous les membres de ma famille ;

- Tous mes amis ;

- Tous ceux qui ne sont pas cités ici mais qui m'ont soutenu et aidé

Rapport-Gratuit.com

INTRODUCTION :

Il est important de savoir l'évolution d'un pays en fonction du développement de l'agriculture. Avant le début du XXe siècle, la croissance de la production agricole dépend de l'accroissement de l'étendue des superficies exploitées mais celle-ci a été favorisée grâce au progrès technique de la science dont la productivité se trouve en augmentation à la fin du même siècle dans la grande majorité des pays. Cette transition agraire passant par l'exploitation des ressources naturelles vers le progrès scientifique de la technique et de l'agronomie a eu lieu à la fin du XIXe siècle pour les pays développés tandis que pour les pays en développement, elle s'est produite à la deuxième moitié du XXe siècle selon la recherche faite par Marie-Hélène Dabat et Olivier Jenn-Treyer (2010). Néanmoins, quelques pays très pauvres n'ont pas encore débuté la transition. Ainsi, nombreux de ces pays connaissent encore de forts taux de croissance démographique. De fait, ils se heurtent sans limite à l'extensification agricole et sont confrontés au défi de pouvoir nourrir la population dont la demande de biens augmente plus vite comme dans le cas de Madagascar. À Madagascar, l'agriculture se base sur le riz qui est la principale culture vivrière du pays. Ceci est un puissant levier de développement pour Madagascar dont il connaît une augmentation durable de son prix international. Mais comme la période de soudure est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer, il y a alors souvent pénurie et flambée brutale des prix parfois accentuée par la spéculation. C'est pourquoi, Madagascar confronte un risque d'approvisionnement à prix élevé sur le marché mondial à cette période. De plus, Madagascar entre dans un cercle vicieux de pauvreté selon Marie-Hélène et Olivier Jenn-Treyer dont la plupart des raisons de celle-ci est basé en général de l'agriculture. Comme Madagascar est un pays agricole et rural, 75% de la population sont des agriculteurs (source: EPM 2001, Instat, Minten et Ralison, 2003). Donc, si l'agriculture ne va pas bien, c'est le pays qui va assumer le risque. Ainsi, il est important de savoir que le paysan traditionnel à Madagascar est incapable de se sortir seul de sa situation. Il ne peut pas travailler plus car il est mal nourri et malade, et il ne peut pas investir car il est pauvre. Par exemple, il existe des spécialistes qui pensent que des progrès sur l'aviculture pourraient améliorer l'alimentation des populations paysannes. On décida donc de distribuer des œufs à couvrir pour remplacer progressivement les poules locales par des races plus productifs. Les techniciens qui avaient pris cette affaire en main estimaient qu'il fallait faire payer les œufs que de les céder gratuitement. On les vendit donc 5 francs pièce. La demande fut très forte, à la grande satisfaction des techniciens. Malheureusement, ceux-ci finirent par s'apercevoir qu'une grande

partie des œufs cédés au prix de 5 francs étaient revendus 10 francs sur les marchés locaux, comme des œufs de consommation. Ces techniciens pleins de bonne volonté n'étaient donc pas allés assez loin dans la compréhension du comportement du paysan traditionnel. Nous ne pensons pas que ce dernier ignorait les possibilités d'amélioration de la production avicole. Mais entre la certitude de gagner 5 francs immédiatement et l'espoir d'obtenir beaucoup plus au bout d'un certain temps, il ne pouvait y avoir d'hésitation pour l'homme affamé et endetté. Cela paraît surprenant mais on rencontre partout des comportements irrationnels chez les gens très pauvres. Une aide doit donc venir de l'extérieur mais il faut qu'il existe, chez le paysan traditionnel, une croyance au progrès. Or, cette attitude est loin d'exister toujours, même lorsque le paysan peut voir, autour de lui, les réalisations d'une agriculture moderne. Dans certains cas, c'est la philosophie même de l'existence qui limite les besoins. Ce n'est donc pas l'absence de besoins, mais plutôt la résignation du paysan traditionnel qui constitue un blocage au développement. C'est la raison pour laquelle il existe une nuance entre la pauvreté et la productivité agricole. Par exemple, la contrainte de liquidités entraîne une faible utilisation d'intrants, la malnutrition entraînant une mauvaise santé qui va dégrader la qualité de travail,.... Alors, la pauvreté dans les zones rurales est due aux faibles performances de l'agriculture. D'une certaine manière, Madagascar entre non seulement dans un cercle vicieux de pauvreté due à l'agriculture mais aussi par la dégradation des ressources naturelles. Par exemple, dans la forêt des Mikea dans le Sud-ouest de Madagascar, le maïs est une culture vivrière sur abattis- brûlis. Le problème c'est qu'il existe une incapacité de l'administration des Eaux et Forêt à contrôler le respect des autorisations d'occupation de la forêt qu'elle délivre. Ce qui permet aux agriculteurs locaux et aux nombreux migrants attirés par des profits rapides et faciles d'accélérer le rythme de déforestation en cultivant le maïs en front pionnier. Ainsi, ce maïs est cultivé sur brûlis dans les zones des forêts sèches d'épineux restées à l'état de savanes après la destruction de la couverture forestière. Selon les données reçues par MINTEN et MERAL en 2006, les dégâts environnementaux occasionnés ont été évalués à la perte d'environ 500 km² de forêts d'épineux dans le Sud-ouest de Madagascar sur une période de seulement dix ans. Il est donc clair que l'agriculture peut causer une destruction massive de la forêt à Madagascar comme celui de la culture de maïs. Ceci peut constituer aussi un blocage au développement pour Madagascar car l'environnement naturel sera détruit. Donc, la politique économique basée sur l'agriculture aurait été nécessaire pour mener Madagascar au développement mais des inconvénients surpassent les avantages, ce qui pourrait encore mener Madagascar dans une telle misère de pauvreté.

Par ailleurs, on a pensé que l'aide publique est nécessaire pour développer un pays mais c'est le cas contraire qui s'est produit. Plusieurs gens pensent que les pays riches ont une certaine responsabilité d'aider et d'atténuer les souffrances des pays pauvres mais nous nous demandons rarement si le gouvernement arrive à les accomplir. Le principe des pays riches qui tentent d'aider les pays pauvres, sans le vouloir, c'est de créer des incitations perverses néfastes pour ceux qu'ils essaient d'aider. Par exemple, la FMI et la banque mondiale qui contrôlaient le pays en incitant leurs conditions afin de pouvoir aider le pays pauvre comme Madagascar. Or, cela pourra encore mener Madagascar d'être plus pauvre à cause de l'endettement du pays. De plus, il existe un type de gouvernement qui profite des aides publiques en les utilisant pour leur propre intérêt. Ce qui est mal pour Madagascar. Donc, la politique économique basée sur l'aide fut un échec pour le développement de Madagascar. D'un autre côté, il existe des manquements constatés à la constitution actuelle malgache qui marquent l'image de pauvreté de Madagascar surtout au niveau de la mentalité et qui pourra encore entrainer Madagascar dans un blocage de développement. Ces manquements sont considérés aussi comme des obstacles pour le développement de Madagascar. En effet, c'est la plupart des gens situés au pouvoir gouvernemental qui établissent la constitution du pays. Or, cela est fait en fonction de leur propre intérêt par tous les moyens possible même si de la forme de corruption. C'est pourquoi la corruption règne beaucoup à Madagascar qui montre le degré de la pauvreté du pays. Bref, les manquements constatés dans la constitution actuelle malgache sont liés à la trop grande distance de méthode d'élaboration de la loi fondamentale par rapport à la réalité concrète du pays. Ces manquements sont identifiés par leurs conséquences qui empoisonnent les vies économique, social et politique, chose que le pays vit dès le début de la IV^e république. Cela montre qu'il existe des difficultés sur la mise en place d'un gouvernement stable et efficace ainsi que la stabilité politique est inquiétante. À part cela, il y a aussi la recrudescence de l'insécurité liée à la faiblesse de la capacité de l'Etat ainsi que l'aggravation de la corruption solidement implantée. Dans ce cas, il existe un système politique pas bien établi à Madagascar qui pourrait lui appauvrir profondément. D'où se pose la problématique suivant: la politique économique actuelle permettrait-elle de mener Madagascar au développement? C'est ainsi que se présente les hypothèses suivantes: tout d'abord, les impositions économiques des bailleurs traditionnelles limitent les options de développement pour Madagascar; ensuite, on va voir que l'Etat Malgache doit renforcer ses capacités pour que son développement serait plus efficient.

PREMIERE PARTIE:CADRE METHODOLOGIQUE ET CADRE THEORIQUE

CHAPITRE 1 :CADRE METHODOLOGIQUE :

1-Methodologie de la recherche :

Afin d'avancer dans ce livre et d'effectuer les recherches; et donc la possibilité de vérifier les deux hypothèses mentionnées ci-dessus, les deux points suivants apparaissent indispensables. Tout d'abord, les méthodes traditionnelles issues de la collecte d'informations et de recherches bibliographiques ont été mises en œuvre, en consultant des travaux touchant à l'économie des pays du tiers monde, en particulier celle de Madagascar. Deuxièmement, la méthode d'investigation moderne consiste à rechercher sur Internet des informations sur les données

2-Problèmes rencontrés :

Malgré le long processus de demande de collecte de données (formalité de la demande de collecte de données), certaines organisations ont conservé leurs données statistiques dans leur "classeur" et ont refusé de fournir ces informations, sous prétexte qu'elles étaient confidentielles. Cela se traduit par l'utilisation des données du FMI. En conséquence, la cohérence de l'analyse des données dans la deuxième partie est basée sur la qualité des données du FMI et sur le fait que le niveau moyen de la richesse démographique correspond au PIB par habitant.

CHAPITRE 2 :CADRE THEORIQUE

1-La différence entre les pays développés et les pays en développement :

Certains avancent que l'orientation du système de liberté économique est un mauvais programme. Ils disent: " Vous autres libéraux, que voulez-vous vraiment faire? Vous êtes contre le socialisme, contre l'intervention du gouvernement, le coût de la vie, la violence syndicale, les salaires, Vous dites non à tout ". Selon l'écrivain Ludwig Von Mises, il s'agit d'un moyen juridique et économique de résoudre le problème. Parce que nous pouvons façonner le programme libéral correctement. Si quelqu'un dit "je suis contre la censure", son attitude n'est pas si mauvaise; les écrivains ont le droit de révéler ce qu'ils veulent s'ils ne prennent pas le gouvernement selon Ludwig Von Mises (1986). Ce n'est donc pas une opposition, mais une liberté spéciale. (Le mot "libéral" du système économique en donne le sens).

Maintenant, certaines personnes pensent que la différence entre les différentes langues vivantes de différents pays est inacceptable. Il y a deux ans, la diversité de la vie britannique était si grave, comme en Inde aujourd'hui. L'Empire britannique de 1750 ne s'appelle pas "sous développée" ni "arriérés" car la situation a été vécue dans un pays qui ne peut être comparé à une meilleure économie. Aujourd'hui, tous les gens qui ne vivent pas aux États-Unis estiment que la situation économique est illégale. Beaucoup de ces pays se disent "en développement" et ont donc besoin de soutien pour les nations dites durables.

Le niveau de vie est faible dans les pays en développement, car, pour un même type d'emploi, les gains sont en moyenne moins élevés dans ces pays que dans certains pays d'Europe occidentale, tels que le Canada, le Japon et plus particulièrement mais les USA. En essayant de comprendre pourquoi il s'agit d'une différence, il faut noter que cela n'est pas dû à une infériorité des travailleurs et autres employés (Ludwig Von Mises, 1986). Il existe un tel cercle que les Américains peuvent facilement croire et sont meilleurs que les autres, aussi bons, obtiennent des salaires plus élevés. Il peut suffire que le personnel américain se rende dans des pays tels que l'Italie pour comprendre qu'elles ne sont pas caractéristiques, mais la situation générale des États-Unis offre la possibilité d'obtenir un salaire plus élevé. Si un Sicilien immigré aux États-Unis, il obtient rapidement le salaire habituel dans le nouveau système. Et si cet homme retourne en Sicile, il verra que son séjour aux États-Unis ne lui permettra pas de gagner en Sicile un salaire supérieur à celui de ses concitoyens. L'on ne peut pas d'avantage expliquer

cette situation économique en supposant une infériorité des entrepreneurs étrangers par rapport aux américains selon Von Mises (1986). Bien entendu, en dehors des États-Unis, du Canada, de l'Europe occidentale et de la région Asie, le monde du travail et les technologies sont pires qu'aux États-Unis. Mais ce n'est pas à cause du manque de sensibilisation des entrepreneurs «élevés» par le pays. Ils savent que les Américains ou les Canadiens valent mieux. En fait, ils savent tout sur la technologie. Et quand il ne sait pas assez, vous pouvez apprendre à travers la littérature technique qui permettra de diffuser les connaissances.

Et tout comme il en va autrement sous la forme d'ignorance ou d'ignorance, la différence réside dans les capitaux investis, dans la quantité des biens de production ou capitaux matériels disponibles. En d'autres termes, le montant de capital de chacun est supérieur à ce que l'on appelle les terres développées, en raison de la conception. L'entrepreneur ne peut pas payer l'employé plus que l'argent qui ajoute à la valeur du travail du travailleur. Il ne peut pas lui verser plus que les clients ne sont disposés à payer pour le travail additionnel de ce travailleur individuel. S'il le paie plus cher, il ne récupèrera pas la totalité de ses débours dans les paiements de sa clientèle. Il a souffert et a perdu, comme cela a été dit à maintes reprises: l'entrepreneur qui subit des pertes doit changer de gestion ou de soins. Les économistes pensent que "le gain est déterminé par la gamme de produits". C'est un fait que les salaires plus élevés sont déterminés par la valeur des emplois de l'employé et augmentent la valeur du produit. Et si quelqu'un travaille avec le meilleur équipement et tente de le couper, il est devenu possible d'accomplir au moins une heure de plus que quiconque travaille pendant une heure avec l'outil inefficace. Il existe quelques centaines de personnes travaillant dans des entreprises de chaussures américaines, équipée des machines et outillages les plus modernes, plus productifs que ceux des fabricants de chaussures indiens qui doivent travailler avec les derniers équipements, qui est une méthodologie simple et simple. Les utilisateurs des pays en développement sont conscients que de meilleurs outils peuvent rendre les entreprises plus rentables. Ils veulent construire et construire un meilleur atelier. La seule chose qui les gêne, c'est l'absence de capital.

2-La limite du soutien extérieur :

D'après cette approche menée par Ludwig Von Mises donc, seul le capital peut déterminer la situation d'un pays. Alors, si un pays est dit en développement, il y a insuffisance au niveau du capital. Certains pays en développement ont subi de l'endettement extérieur à cause de la forte demande de ces pays pour financer leur industrialisation au cours des années 1960 et 1970. Ce qui signifie que certains pays en développement ou sous développés devraient recourir aux aides étrangers dont cela impacte la mondialisation menée par les bailleurs traditionnels dans certains pays en développement. Or, cette mondialisation peut avoir des impacts dévastateurs aux pays pauvres d'après Joseph Stiglitz (2002). Mais si on trouve qu'il y a la suppression des entraves au libre-échange et intégration des économies nationales à l'issue des institutions conçues pour amener la croissance économique, la mondialisation est bénéfique pour enrichir un pays surtout les pays pauvres. Quand Joseph a travaillé sept ans à Washington, il a découvert que des décisions prises étaient souvent basés sur des idéologies à la maison blanche et à la banque mondiale alors que de nombreuses initiatives malvenues incapable de résoudre des problèmes mais conformes aux intérêts des dirigeants se sont produites. Ainsi, quand la banque mondiale et la FMI ont imposé quelques conditions dans les constitutions des pays pauvres qui sont censés aider dans la croissance économique du pays comme la privatisation en vendant les monopoles d'État à des entreprises privés, les informations sont asymétriques entre le gouvernement et les citoyens. Donc, la transparence d'information sur le marché n'est pas bien acquise. De plus, les prescriptions du FMI, en partie fondée sur l'hypothèse dépassée selon laquelle le marché aboutit spontanément aux résultats les plus efficaces, n'autorisent pas l'intervention souhaitable de l'État sur le marché. Or, même si l'État vend ses monopoles aux privés, elle doit les aider et faire baisser le prix demandé aux consommateurs pour qu'il y ait plus de chance de les voir évoluer. Cela prouve alors que les conditions des bailleurs traditionnels limitent les options de développement des pays pauvres comme Madagascar.

3-L'interventionnisme :

Selon Ludwig Von Mises, une phrase populaire, souvent citée, a déclaré "Le meilleur gouvernement est le meilleur gouverneur". Il ne croit pas que ce soit une bonne image du gouvernement. Le pouvoir politique doit tout faire pour les besoins, tout ce qui a été posé. Il doit protéger les citoyens du pays contre les criminels et les fraudeurs, et protéger le pays des ennemis étrangers. Celles-ci relèvent de la responsabilité du gouvernement en matière de régime libre, dans le cadre du système économique.

Dans le cas du régime socialiste, bien sûr, le gouvernement est un démon absolu, rien n'est laissé en dehors de la scène et de ses droits. Dans le domaine économique, le rôle clé du pouvoir politique est de veiller à ce que l'économie soit absorbée par le marché, contre la fraude et la violence, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Ceux qui ne sont pas d'accord avec cette description peuvent dire: "Voici une personne qui déteste le pouvoir". Il n'y a rien de plus loin que la vérité. Ludwig Von Mises a dit que: "Je ne peux pas dire que le carburant est une huile essentielle, nécessaire à de nombreuses réalisations, mais ne le buvez pas car ce n'est pas une bonne façon de le faire. Je ne suis pas un ennemi du gaz, je ne déteste pas l'essence en disant cela. Je viens de dire que le pétrole est essentiel pour certaines utilisations, mais pas pour d'autres. Si je dis que c'est le devoir de la puissance publique d'arrêter les meurtriers et autres criminels, mais que ce n'est pas son rôle de faire rouler les trains ou de dépenser de l'argent pour des choses inutiles, ce n'est pas détester le pouvoir; c'est déclarer qu'il est bon à certaines fins mais pas bon à d'autres fins. " On dit que dans les circonstances actuelles, notre économie n'est plus libre. Dans le contexte actuel, nous avons quelque chose appelé "économie salée". Et en tant que symbole de notre "économie", les gens parlent des nombreuses entreprises et du gouvernement. Blâmer l'économie, comme on dit, parce qu'il existe, dans de nombreux pays, certains systèmes - tels que les téléphones, les télégraphes, les chemins de fer que l'État contrôle et gère. Certes, ces systèmes et usines sont dirigés par le pouvoir politique. Mais ce fait ne change pas les caractéristiques du système économique. Cela ne signifie pas qu'il y a un "petit socialiste" dans une économie qui a la liberté, l'économie sur le marché. Parce que les gouvernements, dans la gestion de ces entreprises, reconnaissent la valeur du marché, ce qui signifie faire pression sur les clients. Enregistrez les poteaux de postes ou les routes nationales. Le gouvernement devrait embaucher des employés qui y travaillent; Ils doivent

également acheter des articles et d'autres articles nécessaires. Et d'autre part, il a "vendu" son prêteur et ses cadeaux au peuple. Cependant, même si ces entreprises utilisent le système économique libre, le produit est généralement incompetent. Le gouvernement, cependant, peut améliorer ces dégâts - du moins les membres du gouvernement et du parti au pouvoir le croient. Pour tout le monde, quelque chose d'autre est différent. Pour lui, la capacité d'accomplir quelque chose est perdue dans la perte. Si les pénuries ne sont pas résolues immédiatement, si l'entreprise ne fonctionne pas (ou du moins ne montre pas la durée du seuil de pauvreté), la personne responsable est en faillite et l'entreprise doit fermer ses portes. Pour le gouvernement, la situation est différente. Il peut se débrouiller avec des pertes, car il a le pouvoir d'acheter des taxes aux citoyens. Et si les contribuables sont disposés à payer des impôts plus élevés pour permettre au gouvernement de gérer une entreprise en cas de perte - ce qui signifie, de manière plus efficace qu'un état de fait spécifique - et si les citoyens en général: Il est convenu de maintenir cette perte afin que la société puisse continuer à fonctionner. Il y a quelques années, dans de nombreux pays, le pays a augmenté le nombre d'institutions nationales et d'État, comme si le réseau avait dépassé ce qui pourrait être taxé de citoyennes égalités. Ce qui se passe dans de tels cas ne concerne pas cette conférence. Le coût de la vie est élevé et je vais en parler demain. Je le dis simplement parce que cela ne devrait pas confondre la question de l'ingérence avec la question de la transition économique qui est censée être suivie ce soir. D'un autre côté, il y a aussi ce qu'on appelle l'interventionnisme. Une intervention signifie que le pouvoir politique ne limite pas son travail au maintien de l'ordre - ou, comme il a été déclaré il y a cent ans - à la "production de défense". Les interventionnistes signifient qu'ils ont l'intention de faire plus avec le gouvernement. Il pense à l'évolution des tendances du marché lorsque les gens s'opposent et prétendent que le gouvernement ne doit pas s'immiscer dans l'économie. Il répond souvent: "Mais le pouvoir est toujours nécessaire." Si un policier dans la rue arrive, Il entre quand il s'agit de pirater un voleur à un vendeur ou à quelqu'un qui ne vole pas une voiture, cependant, lorsque nous parlons d'interceptions et de détermination, nous disons qu'il s'agit d'une intervention sur la route. (La demande du gouvernement au gouvernement de protéger les citoyens, y compris les chefs d'entreprise et leurs collègues, dans l'attaque de géants nationaux et étrangers, est quelque chose Attendu et nécessaire pour ne pas aborder cette protection, car c'est la seule force légitime au pouvoir, pour assurer la sécurité.) Notre volonté de discuter de l'ingérence dans le désir est le désir du gouvernement et faire plus que prévenir la violence et la fraude. Le revenu signifie que le pouvoir est non seulement possible pour protéger le système économique légitime, mais qu'il

perturbe également l'évolution des différents marchés, les coûts changeants, les taux de rémunération, intérêt et profit. Le gouvernement veut intervenir pour forcer les hommes d'affaires à gérer leurs affaires autrement que ce qu'ils pourraient avoir s'ils étaient approuvés par leurs clients. Par conséquent, toutes les mesures gouvernementales vont à l'encontre de la valeur du client et visent à la limiter. Le gouvernement envisage de prendre le pouvoir, ou du moins une partie du pouvoir détenu par des clients consommateurs gratuits. Prenons un exemple d'ingérence populaire dans de nombreux pays et qui essaient de nombreux gouvernements, notamment au moment de leur départ. Je veux parler du coût du prix. Les gouvernements examinent souvent le commerce car ils dépensent de l'argent et les gens sont contre la hausse des prix.

DEUXIEME PARTIE: RESULTAT ET ANALYSES DES DONNEES

CHAPITRE 1 : RESULTATS

1-Taux de décroissance économique de Madagascar :

Tableau du taux de décroissance économique annuel (1980/1985) :

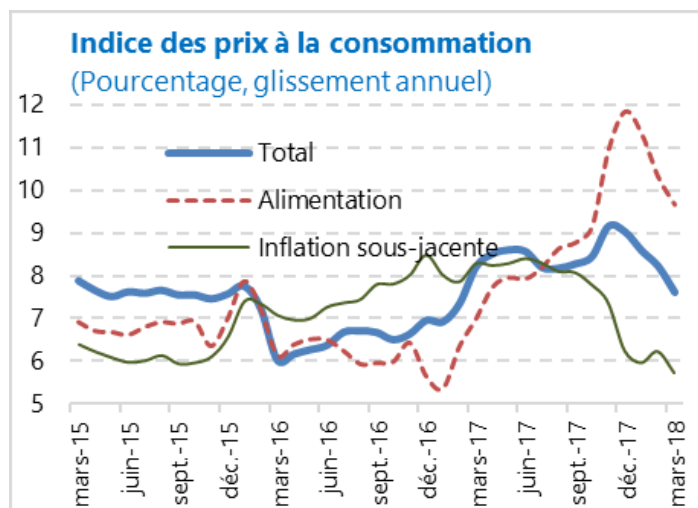
PIB	0,9%
PIB/population	3,6
Exportations	0,6
Importations	16,5
-alimentaires	6,6
-biens et capitaux	23,7
-biens intermédiaires	5,6

Source: autorités malgache; estimations des services du FMI.

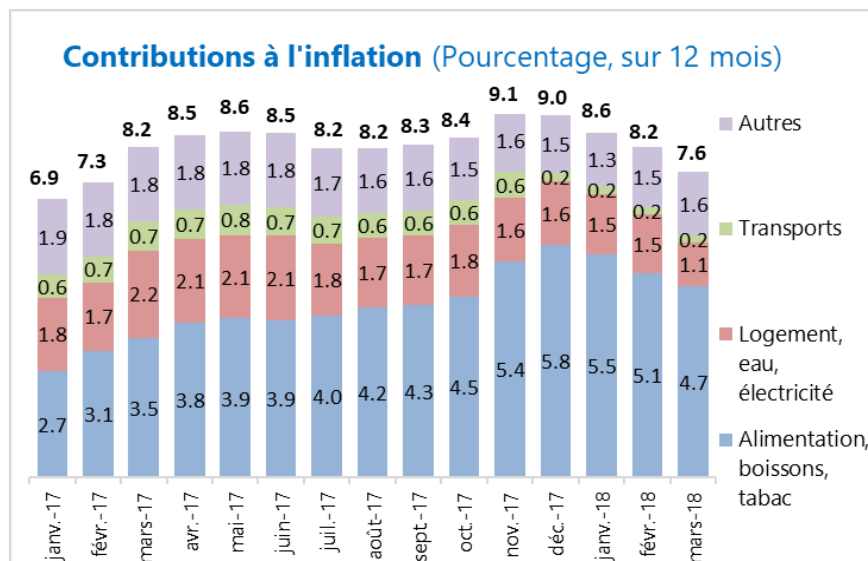
Selon ce tableau, l'économie, après avoir subi les effets des manques d'intrants, subit aujourd'hui ceux de la baisse de la demande solvable. La stimulation de l'offre a été limitée. La chute des investissements résulte de la limitation des importations de biens d'équipement et de matières premières pour l'industrie de construction et de la limite du recours au financement extérieur

2-Taux d'inflation

Schémas de l'indice des prix à la consommation ainsi que celui des contributions à l'inflation:



Sources : autorités malgaches ; estimations des services du FMI.

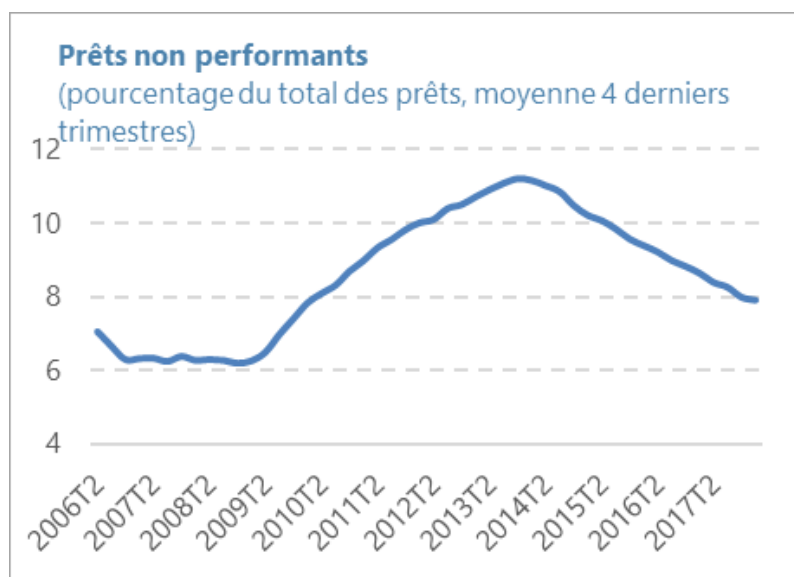
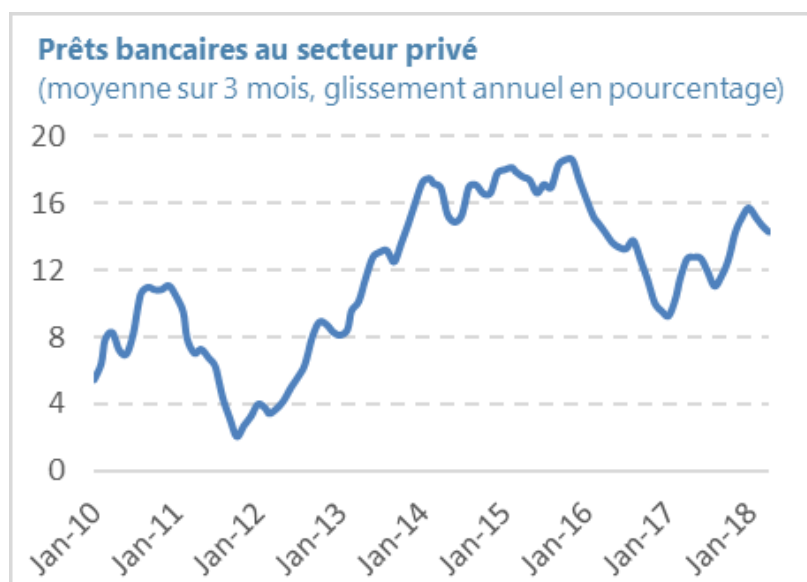


Sources : autorités malgaches ; estimations des services du FMI.

Ces deux schémas montrent qu'après avoir culminé fin 2017 sous l'effet de l'envolée des prix du riz, l'inflation a commencé à reculer en 2018, l'inflation hors énergie et alimentation atteignant son plus bas niveau au cours des trois dernières années.

3-Madagascar : Évolution du secteur financier, 2002-18 :

Tableaux des prêts bancaires au secteur privé et celui des prêts non performants :

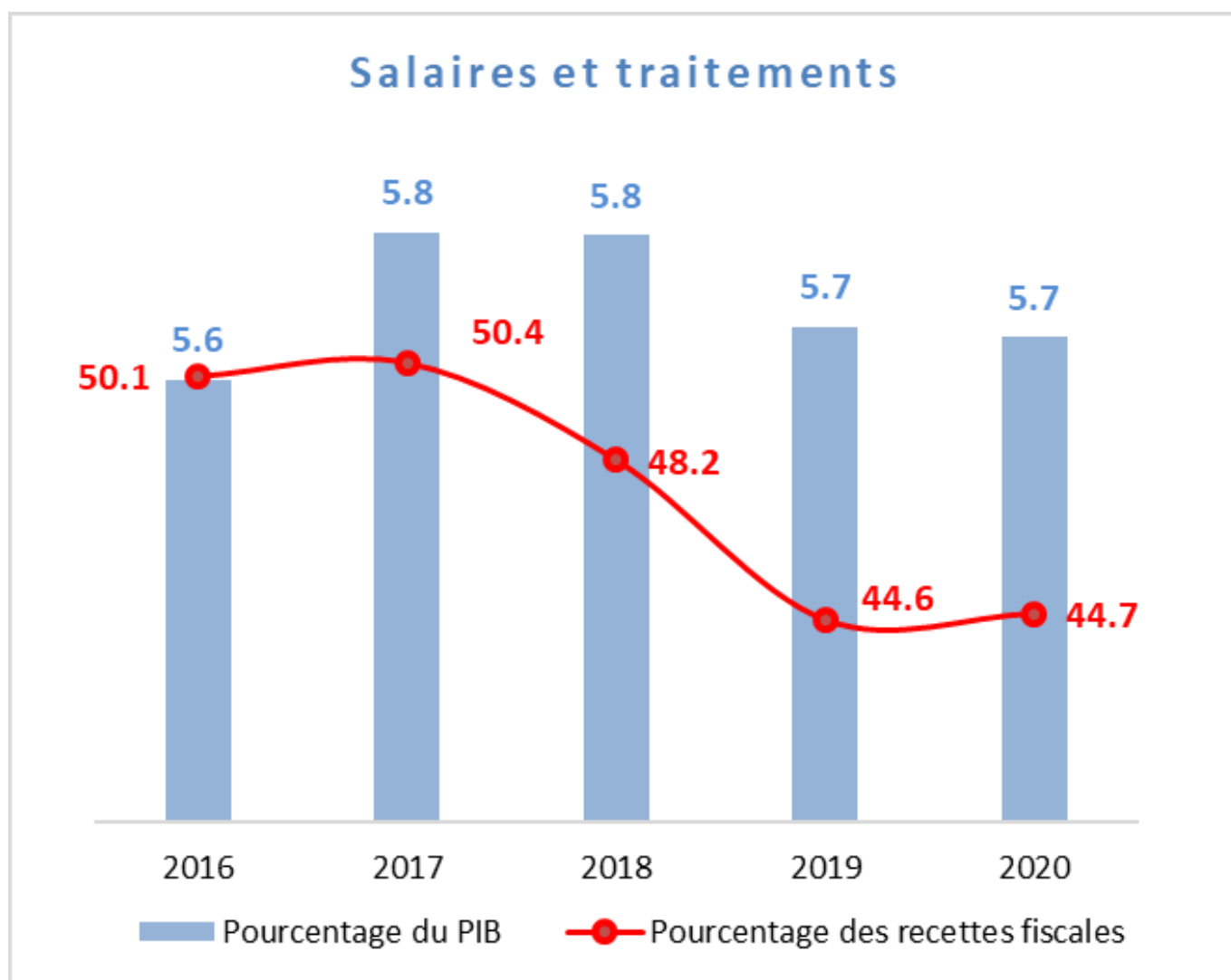


Sources : autorités malgaches ; estimations des services du FMI.

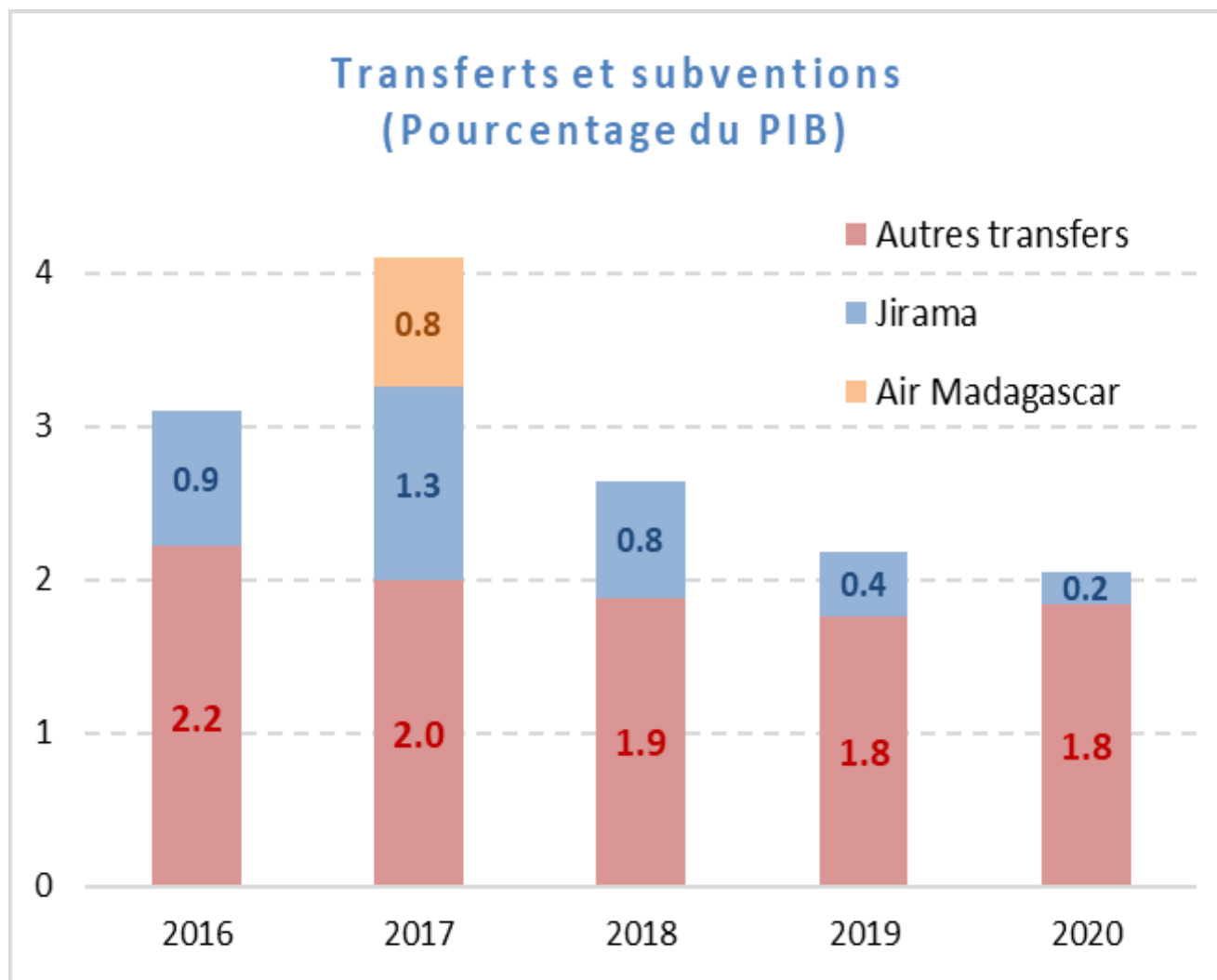
D'après ces schémas, on voit bien que l'expansion du crédit a commencé à s'accélérer en 2012, signe de la fin des années d'isolement et de stagnation sur le plan économique. Les créances douteuses ont culminé fin 2013 et ont diminué par la suite.

4-Dépenses publiques sur les salaires et transferts :

Tableaux des salaires et traitements ainsi que celles des transferts et subventions :



Sources : autorités malgaches ; estimations des services du FMI.



Sources : autorités malgaches ; estimations des services du FMI.

Ces deux schémas ci-dessus montrent que la composition des dépenses continue à s'améliorer malgré les besoins imprévus pour les salaires et les transferts à la JIRAMA qui sont des dépenses prioritaires que l'État a censé d'accroître.

CHAPITRE 2: ANALYSES DES DONNEES

A-IMPACTS DE LA CONDITIONNALITÉ DES BAILLEURS TRADITIONNELS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT (en particulier le cas de Madagascar)

1-Risques politiques d'un programme de stabilisation:

On observe un lien entre la déclaration des mesures de stabilisation et les troubles ainsi que les grèves et manifestations. Il se peut que des décalages de trois à six mois prouve qu'à l'opposé de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, des réactions politiques pourraient avoir lieu au moment de l'application des mesures prises plutôt qu'à leur annonce. Des personnes concernées d'un programme annoncé par le gouvernement peuvent ignorer l'idée claire des conséquences de ce programme. Les réactions de la population dépendent des mesures prises. Mais ce sont surtout les mesures qui touchent toute la population qui provoquent plus de manifestations, à savoir les hausses de prix, qu'elle qu'en soit l'origine. Par exemple, à Madagascar, la hausse du prix de riz a plutôt orienté la demande vers ce produit de première nécessité alors que dans de nombreuses régions les paysanneries tendent à réduire l'offre. Ainsi, la baisse des importations génère des comportements spéculatifs et une inflation par des marges de profit. Ces hausses entraînent moins souvent des grèves, ce qui n'est pas étonnant car dans la plupart des pays, la majorité de la population urbaine est occupé par le secteur informel où il n'y a pas de grève sans perdre de l'emploi. D'autre part, il existe corrélation entre les restrictions budgétaires touchant les fonctionnaires et les grèves. Ces restrictions causent souvent des baisses de salaire, voire des licenciements dans l'administration et les entreprises publiques: les salariés étant organisés et souvent assurés de conserver leur emploi, ils peuvent faire grève. Ceci a été le cas de Madagascar, dans le cadre de l'accord avec le FMI, le gouvernement a réduit les effectifs de fonctionnaires ainsi que des salaires publics. Par exemple, en 2018, à Madagascar, tous les profs membre du FRAM ont tous grévés en refusant de donner des cours aux étudiants jusqu'à ce que leurs salaires soient rétablis.

2- les effets des mesures préconisés par le FMI (d'après les résultats obtenues entre 1980 et 1985)

Le développement réel de l'économie malgache découle de nombreux facteurs internationaux et internes, qui régissent les mesures déjà prises, mais il est difficile d'équilibrer ces mesures. L'aide étrangère contrôlée par ces mesures est un moyen de compenser le produit. De plus, les effets de ces mesures se font sentir de différentes manières. Enfin, les informations statistiques ne suffisent pas pour confirmer l'impact des mesures. Il est difficile d'évaluer l'impact de l'ajustement. Le nombre de pénuries peut sembler réduit. Cependant, ces résultats ont été obtenus au prix d'une aggravation de l'endettement extérieur et d'un net déclin économique :

- le déséquilibre des opérations totales du Trésor, de 18,2% du PIB en 1980, est tombé à 4,7% en 1985;
- le solde du volume total des ventes, qui s'élevait à 252 millions de DTS en 1980, se rapproche du solde de 1985 ;
- La capacité de financement du service de la dette avant les variations des avoirs et des réserves extérieurs de la Banque centrale et avant les tirages bruts et les rééchelonnements du FMI est passée de - 108 millions de DTS en 1982 à +112 millions en 1985.

Cependant, malgré le fait, toutefois, l'affaiblissement de la pénurie dû au cycle du cycle de la dette a été cohérent: équité / dette / rééchelonnement / remboursement de la dette. L'encours de la dette publique s'élevait à 474 millions de DTS (au 31 décembre 1979) et atteignait plus de 2 milliards de DTS (à la fin de 1985). Le service de la dette (avant rééchelonnement) a augmenté de plus de 4% en 1981 jusqu'à 1985. Le taux d'allègement de la dette avant rééchelonnement, allant de 52% à 89%, et, après rééchelonnement, 36% à 47%.

3-Les mesures déflationnistes ont des effets dépressifs

Les mesures d'investissement financier limitent la demande et entraînent un impact déflationniste; Ils ont réduit l'impact sur l'offre, ce qui peut augmenter le soutien financier. L'augmentation de la valeur des revenus, la réduction des investissements et la gestion efficace du budget résultant de la réduction du budget constituent l'impact sur la production. L'impact négatif de la restauration de certains moyens mécaniques provenant de l'amélioration de l'économie:

- Le manque de recettes budgétaires est dû à la valeur de la dette et des dépenses;
- La prochaine avancée en matière d'amélioration concerne le prix du carburant;
- Le cycle de réformes crée une dette accrue et alourdit le crédit.

4- Les effets pervers des changements de prix relatifs

Si la structure des prix administrés conduit à une irrationalité du système de prix, la libéralisation dans un contexte de marché non concurrentiel entraîne des distorsions générant des déséquilibres. Ainsi, le prix du carburant devant le café conduit à la libération de paddy / café. Outre les meules et le sucre, il n'y a pas eu de réexportation depuis 1982. La hausse des prix du coton a eu un impact positif sur la production. De ce fait, la crise a entraîné une production naturelle importante pour la production de pétrole et de ressources naturelles en raison de la crise de l'industrie du vêtement; Les rendements excessifs les font échouer. Limiter le blé-riz ne correspond pas au coût des carburants.

5-Les effets de la libéralisation des prix et du commerce vis-à-vis de la filière rizicole

L'élimination du commerce et le commerce a conduit à une augmentation de la valeur des consommateurs et des points hauts. En un instant, il semble que l'état d'incertitude et d'insécurité ait été créé. Selon la loi du marché, il est possible de réduire les prix des employés et des intermédiaires et d'augmenter les aides pour réduire le coût de la tension. L'introduction de l'État est nécessaire pour jouer son rôle de police d'État, en veillant au contrôle de l'approvisionnement en produits alimentaires et à l'utilisation de combustibles et de mesures productives pour les empêcher de s'arrêter. Des mesures en retard peuvent conduire à un comportement sensible dans le monde des lacunes. Ainsi, le transfert d'argent et de revenus des

grandes villes vers les zones rurales crée des restrictions du fait du système de demande rurale et de la dignité du système de production. Il n'existe aucune sécurité ni aucun soutien juridique, les mesures de solvabilité et les mesures concrètes profiteront au secteur des transactions et aux négociations sur les coûts de production.

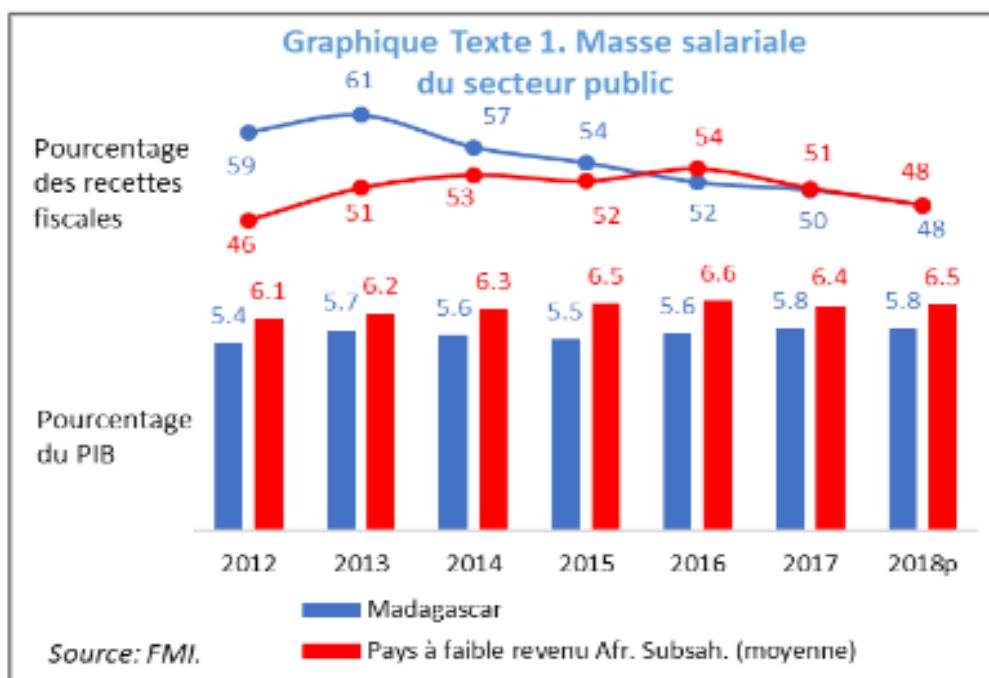
B-STRATEGIES POUR RENFORCER LES CAPACITES DE L'ETAT:

1- Accroître les dépenses prioritaires à moyen terme

Le gouvernement devrait s'efforcer d'augmenter les dépenses publiques en général afin de faire progresser la croissance des revenus. Les programmes gouvernementaux doivent progressivement chercher à accroître les inconvénients les plus importants, notamment les investissements et les sociétés; réduire les coûts de priorité, tels que le transfert à la JIRAMA; contrôler le projet de loi dans la mise en œuvre des besoins de base; et améliorer les revenus.

Si les autorités ont pour objectif d'étendre progressivement le transfert de la JIRAMA à la perte d'emplois en 2020, il reste difficile à mettre en œuvre. La remise, solution fiable à cet objectif, progresse progressivement comme prévu. Les inconvénients techniques liés aux transports seront réduits par la mise en place d'un réseau de développement durable avec l'aide de la Banque internationale. Des mesures ont été prises pour réduire les pertes de factures non techniques, y compris les vols et les factures invalides, mais ne pourraient produire aucun résultat futur. La JIRAMA n'a construit que 3 600 mètres d'altitude (qui se rassemblent devant le modal structurel fin juin 2018), prévoit d'investir 30 000 métaux et a commencé à acheminer l'électricité vers le tribunal. Cependant, conformément au projet en cours, il est nécessaire d'accroître réellement le niveau de compréhension afin de minimiser les dommages causés au travail. En outre, l'impact de JIRAMA sur les numéros précédents devrait être de voir les inconvénients perdus. La réforme de la JIRAMA devrait également s'inscrire dans un projet de réhabilitation des énergies renouvelables, qui vise à améliorer l'accessibilité à l'électricité et le rôle des énergies renouvelables.

La masse salariale doit être évaluée avec précision, suffisante pour couvrir les engagements de rémunération, et modérée, tout en répondant aux besoins essentiels. La masse salariale, qui correspond à moins de 6 % du PIB, n'est pas excessive, par rapport aux pays comparables et compte tenu des besoins du pays en matière de sécurité, d'éducation et de santé (graphique du texte 1). À plus long terme, les calculs de la masse salariale devront être plus approfondis et précis pour couvrir les engagements de rémunération actuels. Les autorités et les services du FMI ont évoqué la difficulté à créer une fonction publique à un coût abordable et rentable qui garantit des services publics indispensables en contrepartie d'une rémunération adéquate.



Les autres transmissions doivent être silencieuses. En bref, les transferts budgétaires doivent être utilisés pour supprimer les dommages (et la facture) et réduire les besoins en terme de mandat mise à jour. Il est important d'empêcher la nouvelle demande de transition, en particulier l'ajustement des prix de l'essence, lors de la conclusion de l'accord avec les fournisseurs de pétrole visant à éliminer les dépenses cette année, L'assurance pour cette aide dans l'entreprise n'affecte pas le tissu. L'augmentation des dépenses dépend également de la capacité de continuer à augmenter les revenus. La croissance récente des recettes (2% du PIB par an depuis 2015) est due à l'amélioration de l'administration fiscale, qui consiste à améliorer les pratiques fiscales et relations d'affaires. Dans le cadre d'une mission technique récente, le directeur a constaté un succès important pour le développement et a souligné la nécessité de davantage de gestion. Il est également possible d'améliorer le droit fiscal et l'élaboration de politiques, la nouvelle cellule politique qui a commencé ses travaux en septembre 2017.

Cependant, le succès de la stratégie de jeu du gouvernement dépend en grande partie de la capacité accrue de gérer des investissements efficaces. Les investissements restent moins importants que prévu en raison de l'absence de mise en œuvre, en particulier pour les projets d'exportation à l'étranger. En 2017, les autorités ont lancé des stratégies et mis en place l'Organisation de coordination et de surveillance de l'exécution (OCSIF). Renforcer la mise en œuvre de la stratégie, avec des partenariats avec des partenaires externes, est essentiel pour

améliorer les investissements. Les autorités se sont également portées volontaires pour maintenir des performances médiocres (y compris un financement général) et contrôler les risques de changement macroéconomique, tels que la chaleur. Les prêts étrangers aident à augmenter les dépenses sociales; En règle générale, les autorités prévoient de collecter des fonds avec leurs propres ressources.

L'augmentation des dépenses dépend de la capacité de continuer à augmenter les recettes. L'évolution récente des revenus (2% des tirs jusqu'en 2015) est imputable à l'amélioration de l'administration fiscale, qui continue d'améliorer le retour de la TVA et les stratégies de communication dans l'entreprise. Dans le cadre d'une mission technique récente, le directeur a constaté un succès important pour le développement et a souligné la nécessité de davantage de gestion. Il est également possible d'améliorer l'évaluation du revenu et l'élaboration de politiques fiscales, y compris le système politique d'intimidation mis en place à partir de septembre 2017.

Pour aller plus loin en matière de mobilisation de recettes, il est néanmoins indispensable de gérer les risques à moyen terme liés aux nouvelles incitations fiscales en faveur de l'investissement privé. Les nouvelles lois sur les zones économiques spéciales et le développement industriel (adoptées respectivement en décembre 2017 et en avril 2018) ambitionnent d'encourager de nouveaux investissements grâce à des infrastructures de plus grande qualité, à une réglementation souple et à des incitations fiscales généreuses. En mettant en avant l'exemple d'autres pays, les services du FMI ont répété que les incitations fiscales doivent être mises au point avec soin pour attirer des investissements supplémentaires avec une perte de recettes minimale et relevé les craintes à l'égard des clauses de stabilité de longue durée et de l'apparente redondance des régimes d'investissement. Les autorités se sont engagées à commencer la mise en place sur une base expérimentale et limitée, avec des incitations basées sur les coûts et octroyées de manière restreinte.

2-Préserver la stabilité de l'inflation

Les autorités sont parvenues à maintenir une inflation à un chiffre malgré les difficultés à réguler la liquidité. La hausse persistante du cours de la vanille et une accumulation de réserves de change en parallèle se sont en particulier traduites par une instabilité des réserves excédentaires des banques. Celles-ci diminuent lorsque les agriculteurs dépourvus de compte bancaire exigent des liquidités et augmentent quand la banque centrale achète des devises. Cette évolution n'a toutefois pas généré de tensions inflationniste.

Pour consolider davantage le cadre de politique monétaire, la BFM s'emploie à améliorer la gestion de la liquidité. Elle ambitionne d'encourager les banques à se montrer plus dynamiques sur le marché interbancaire et à tendre progressivement vers un cadre plus tourné vers l'avenir à moyen terme. Les principales mesures prévues englobent : (i) l'instauration de taux dissuasifs en cas de violations répétées de l'obligation de constituer des réserves ; (ii) la hausse du taux d'intérêt sur sa facilité de crédit permanente et (iii) la présentation au Parlement d'un projet de loi pour développer les opérations de pension d'ici à fin décembre 2018 (repère structurel). Autre outil pour réguler la liquidité, la BFM a mis en place des contrats d'échange de devises en 2017 ; les services du FMI ont souligné que ces opérations devaient être réalisées uniquement par adjudications sur offres concurrentes et dans des conditions exceptionnelles.

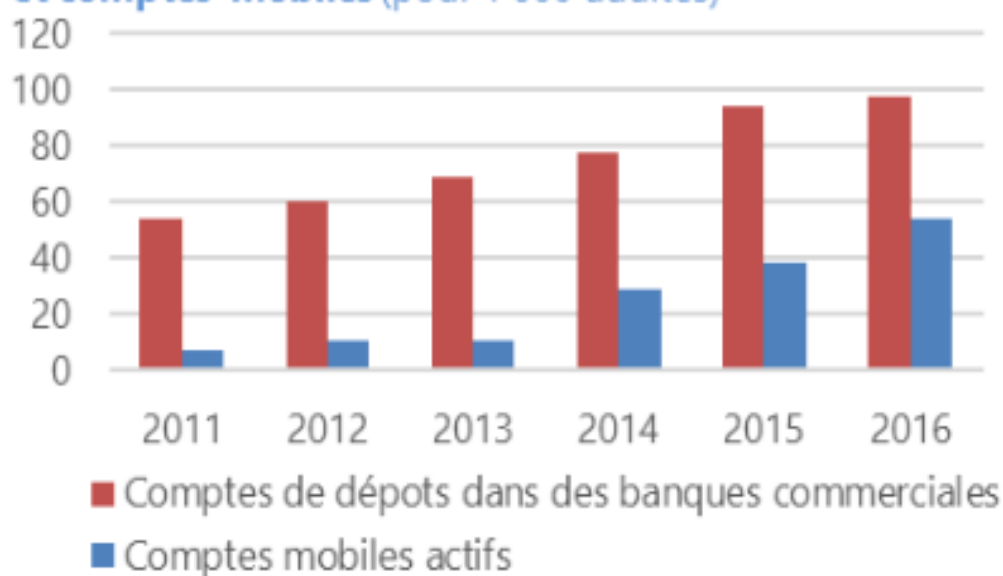
La BFM s'efforce de développer davantage le marché des changes. Le marché est peu développé et connaît des périodes de volatilité des taux de change. Dans ce contexte, les autorités maintiennent une obligation de rétrocession partielle des recettes d'exportation en vue de renforcer la liquidité sur le marché des changes. Cette mesure limite les sorties de capitaux et, selon la position institutionnelle du FMI, est assimilée à une mesure de gestion des mouvements de capitaux. Les services du FMI ont répété que l'obligation devait être temporaire et supprimée progressivement, conformément à la position institutionnelle. Si les autorités ont exprimé leur accord sur cet objectif et élaborent un projet pour l'atteindre, elles estiment que l'obligation de rétrocession demeure actuellement nécessaire sachant que le marché est peu développé. Plus globalement, avec l'appui de l'assistance technique du FMI, elles sont en train de moderniser la législation et la réglementation existantes du marché des changes.

3- Mettre sur pied un secteur financier solide propice à la croissance

Les réformes aux fins de la stabilité financière et de la surveillance progressent, conformément aux recommandations du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) de 2016 (annexe II). La nouvelle loi sur la micro finance, qui contient un dispositif de résolution, a été adoptée en 2017 et les autorités projettent de présenter une nouvelle loi bancaire, soit la première remise à plat en 20 ans, au Parlement d'ici à fin décembre 2018 (repère structurel). Cette nouvelle loi bancaire, qui est en cours d'élaboration avec l'assistance technique du FMI, renforcera les pouvoirs et l'indépendance de la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF) ainsi que le dispositif de mesures correctives de contrôle bancaire. Par la suite, une loi sur la stabilité financière visant à prévenir les risques systémiques et à gérer les crises financières sera présentée au Parlement en 2019.

L'inclusion financière s'avère très problématique à Madagascar, même si les services de monnaie électronique sont prometteurs. Le taux de pénétration des services bancaires traditionnels est faible à Madagascar, qui reste à la traîne de nombreux autres pays à faible revenu en Afrique subsaharienne. Les services de monnaie électronique, qui ont pratiquement doublé chaque année au cours de la période 2010-16, constituent une étape prometteuse vers l'inclusion financière (graphique du texte 2). Une nouvelle loi sur la monnaie électronique a été adoptée en 2016, avec publication des décrets en 2017. Cependant, cet environnement dynamique crée des difficultés pour les institutions publiques d'épargne traditionnelles comme la caisse d'épargne postale et la Caisse d'épargne de Madagascar (CEM). Les autorités sont en train d'élaborer de nouvelles stratégies pour ces établissements. La CEM a ainsi proposé d'être classée dans la catégorie des institutions de micro finance.

**Graphique Texte 2. Comptes de dépôt
et comptes mobiles** (pour 1 000 adultes)



Source : Enquête 2017 sur l'accès aux services financiers, FMI.

4-Améliorer la gouvernance économique et lutter contre la corruption :

La mise en œuvre du cadre réglementaire pour la gouvernance et la lutte contre la corruption. La nouvelle loi façonnera le système juridique conformément aux normes internationales.

Le Parlement a adopté toutes ces lois sauf deux : les projets de loi sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (AML/CFT) et sur le recouvrement des avoirs illicites. Les services du FMI ont souligné l'importance d'approuver les projets de loi restants, qui contribueront notamment à réduire les risques de censure internationale (« la liste grise ») et la perte des relations avec les correspondants bancaires.

La réforme de la loi étant la première étape de la stratégie des autorités, elle doit être mise en œuvre par la loi anti-corruption. Le premier groupe anti-corruption (destiné spécifiquement aux poursuites et aux affaires de corruption) a été lancé en juin 2018 et la deuxième ouverture de cluster est prévue pour la fin de 2018. La police applique et applique les informations relatives à la corruption et la décision finale du Centre de lutte contre la corruption sera publiée à la fin du mois de décembre 2018 (réglementation structurelle).

Les hauts fonctionnaires de l'État sont tenus de déclarer leur patrimoine et le Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) mettra en place un mécanisme officiel pour vérifier les déclarations de patrimoine en 2018. Les autorités préparent aussi une stratégie pour veiller à ce que les déclarations soient suffisamment détaillées et à terme publiées, ce qui est important pour qu'elles soient pleinement efficaces.

Les réformes en cours de la gestion des finances publiques demeurent aussi une priorité pour améliorer la gouvernance économique. Une auto-évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière en décembre 2017 a fait apparaître une mise en œuvre globalement satisfaisante des projets de réforme, même si des carences subsistent. Les priorités d'action pour l'avenir sont : (i) l'exécution du budget; (ii) le périmètre du budget, dont une meilleure intégration des entités autonomes, des entreprises publiques et des partenariats public-privé; (iii) l'application du Code des marchés publics adopté en 2017 et des recommandations de l'organisme de contrôle des marchés publics; (iv) le renforcement des contrôles ex-post et (v) la stratégie de gestion de la dette, conformément aux recommandations de la récente évaluation de la performance en matière de gestion de la dette (DEMPA).

Le véritable développement de l'économie malgache repose sur un certain nombre de facteurs internationaux et internes qui contrôlent les mesures prises, mais il est difficile de les mesurer. L'aide étrangère apportée par ces mesures est un moyen de renforcer le produit. De plus, les effets de ces mesures se font sentir de différentes manières. Enfin, les supports statistiques ne suffisent pas pour confirmer l'impact des mesures. Il est difficile d'évaluer l'impact de la réforme. Le nombre de pénuries peut être faible. Cependant, ceux qui ont reçu une réponse à l'expulsion des fonds extérieurs et à la force économique du retrait - le solde de l'emploi mondial avec 18,2%. Les volumes totaux dans les années 1980 sont tombés à 4,7% en 1985; - le solde du volume total des ventes, qui s'élevait à 252 millions de DTS en 1980, se rapproche du solde de 1985 - financement du service de la dette au taux de change extérieur des avoirs et des dépôts de la Banque centrale L'image du FMI et son image de rééchelonnement ont atteint 112 millions en DTS - 1982 en 1982.

Néanmoins, le manque à gagner dû à la période d'endettement reste inconditionnel: dette / dette / remboursement / remboursement de la dette. L'encours de la dette publique s'élevait à 474 millions de DTS (au 31 décembre 1979) et à plus de 2 milliards de DTS (à la fin de 1985). Les dépenses administratives (avant la réélection) se sont élevées à plus de 4% en 1981, en 1981. Gains avant transfert, allant de 52% à 89% et après transmission, il est de 36% à 47%.

TROISIEME PARTIE : DISCUSSION

Il est nécessaire de se référer à un cadre cohérent pour comprendre les principales interactions politico-économiques de l'ajustement. Celles-ci se manifestent parmi quatre catégories d'agents: le gouvernement, les groupes sociaux, les agents économiques (producteurs ou consommateurs) et le monde extérieur (organisations internationales ou pays donateurs).

Même si un gouvernement poursuit divers objectifs tels que la croissance ou le prestige international, il n'en reste pas moins que son premier objectif est généralement de rester au pouvoir, la probabilité de rester dépendant à la fois du soutien politique de la population et de la répression. Lorsque le gouvernement fait des choix budgétaires, ceux-ci affectent deux catégories de dépenses: celles qui profitent directement à certains groupes et augmentent ce soutien, ou celles qui contribuent au bien-être à long terme de tous, telles que les investissements en infrastructures. En cas d'ajustement, les organisations internationales demandent une réduction des premières dépenses, ce qui réduit le soutien au gouvernement. Il peut compenser cette baisse de popularité par la répression en cas de problème, mais entraîne de nombreux coûts (dépendance accrue à l'égard de l'armée ou réactions négatives à l'étranger). Chaque gouvernement est donc pris, en cas d'ajustement, entre des pressions contradictoires - contraintes financières et répression, d'une part, et inconvénients de la répression, d'autre part. Cependant, l'ajustement ne consiste pas uniquement en des coupes budgétaires, il nécessite également une restructuration des dépenses pour les différents groupes ou secteurs, ce qui ne conduit pas nécessairement à une diminution du soutien car, cette politique produisant à la fois des gagnants et des perdants, il est possible compensation du point de vue politique.

Les groupes sociaux peuvent défendre leurs intérêts de différentes manières: vote, négociations, grèves ou manifestations, voire émeutes. Dans les pays plutôt autocratiques, le vote n'est guère efficace, de sorte que les pressions exercées sur le gouvernement sont exercées par ces autres moyens. Les populations urbaines peuvent plus facilement mener une action collective que les populations rurales. Parmi les populations urbaines, certains employés ont un pouvoir de négociation important s'ils travaillent dans des secteurs clés, tels que l'énergie ou les transports, car ils peuvent bloquer l'activité économique. On a supposé que les agents économiques réagissaient conformément à la théorie standard. Les entreprises, par exemple, investissent moins si l'ajustement entraîne une hausse des taux d'intérêt. Enfin, si le pays est en crise financière, des

agents extérieurs interviennent pour aider le pays à faire face à ses engagements, en remboursant tout ou partie de ses dettes, tout en veillant aux intérêts du pays (retour à une croissance stable et durable).

Le principal défi économique doit consister d'instaurer les bases d'une reprise économique durable et de la réduction de la pauvreté tout en préservant la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette. Par exemple, le FMI et ses partenaires de développement ont renoué leur coopération avec les autorités en 2014 après des élections mettant fin à l'isolement international de Madagascar. Globalement, les résultats macroéconomiques se sont améliorés ces dernières années grâce à la mise en œuvre réussie du programme appuyé par la FEC. Cependant, de nombreux problèmes persistent. Le système politique malgache est fragmenté, confronté à des problèmes de gouvernance et vulnérable aux chocs externes. Bien que les recettes fiscales se soient améliorées, leur niveau reste faible comparé à celui d'autres pays africains et les transferts, en particulier aux entreprises publiques, continuent d'évincer les dépenses plus productives et prioritaires. Dans ce contexte, des mesures sont prises pour accroître la marge de manœuvre budgétaire en améliorant la mobilisation des recettes et en réaffectant les priorités aux dépenses budgétaires; améliorer la gouvernance économique en renforçant les mesures de gestion des finances publiques et de lutte contre la corruption; améliorer le climat des affaires et augmenter les dépenses publiques dans les domaines sociaux prioritaires et les investissements; et consolider les institutions qui favorisent la stabilité et le développement du secteur financier.

CONCLUSION:

Les expériences des années 80 nous ont appris, à un prix parfois élevé, qu'il ne faut jamais réduire l'adaptation à ses aspects techniques. C'est une opération politique toujours risquée et il est préférable de prendre le moins de précautions possible pour interrompre un programme en raison de problèmes trop graves ou de l'appliquer au prix d'une répression coûteuse en vies humaines. Dans la mesure où il concerne des problèmes politiques, on ne peut pas donner de réponses précises avec la même assurance que sur un sujet technique. Les nombreux cas étudiés dans ce projet nous permettent toutefois de penser que certaines mesures d'ajustement sont presque toujours plus dangereuses politiquement que d'autres, ou que les précautions prises avant l'ajustement réduisent considérablement les risques. Les expériences des années 80 nous ont appris, à un prix parfois élevé, qu'il ne faut jamais réduire l'adaptation à ses aspects techniques. C'est une opération politique toujours risquée et il est préférable de prendre le moins de précautions possible pour interrompre un programme en raison de problèmes trop graves ou de l'appliquer au prix d'une répression coûteuse en vies humaines. Dans la mesure où il concerne des problèmes politiques, on ne peut pas donner de réponses précises avec la même assurance que sur un sujet technique. Les nombreux cas étudiés dans ce projet nous permettent toutefois de penser que certaines mesures d'ajustement sont presque toujours plus dangereuses politiquement que d'autres, ou que les précautions prises avant l'ajustement réduisent considérablement les risques.

BIBLIOGRAPHIE :

OUVRAGE :

Christian Morrison, 2017, « la faisabilité des politiques d'ajustements », 42p.

Ludwig Von Mises, 1986, « Réflexion pour aujourd'hui et demain, Politique Economique », Editions de l'institut économique de Paris, 134p.

Stiglitz Joseph, 2002, « La Grande Désillusion, Fayard », 164p.

ARTICLE :

G. Blardone, 1992, «Stratégie de développement et ajustements structurels », une alternative à la politique du FMI: application à Madagascar et à la Tanzanie, Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement. pp.434-442.

Guillaumont Patrick, 1993. « Politique d'ajustement et développement agricole ». In: Économie rurale. N°216. pp. 20-29

Hugon Philippe, 1987. « Les jeux économiques et les enjeux des politiques orthodoxes en Afrique : le cas de Madagascar et du Nigeria ». In: Tiers-Monde, tome 28, n°109. Les politiques d'ajustement : Orthodoxie ou hétérodoxie. pp. 95-121

Marie Helene, Olivier Jenn-Treyer, 2010, « des trappes de pauvreté au développement durable de l'agriculture Malgache ».pp.299-318

DOCUMENT :

RAPPORT :

Conditionnalité du FMI sur la site <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/conditio.htm>

EPM 2001, Instat, Minten et Ralison, 2003

Evaluation des dégâts environnementaux par MINTEN et MERAL en 2006

LOI N° 2017- 024, portant loi de finances pour 2018. pp.116-224

Rapport d'achèvement des politiques d'ajustement structurel (PAS IV) en Avril 2006, 48p.

Rapport du FMI No.17/223. République de Madagascar, en Juillet 2017. 145p.

Rapport du FMI no 18/239 (FRE), république de Madagascar en juillet 2018, 106p.